

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
JUILLET 2023**

**Présenté par
Valérie PÉCRESSE**
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

DIVERSES DISPOSITIONS RH - QUATRIÈME RAPPORT 2023

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
ANNEXE AU RAPPORT	7
Détail des affectations par programmes et actions	8
PROJET DE DÉLIBÉRATION	12
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	15
Annexe 1 - Admissions en non-valeur	16
Annexe 2 - Créances éteintes	18

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport a pour objet d'affecter les crédits nécessaires au financement des dépenses qui concourent au fonctionnement général de la collectivité et à la mise en œuvre de la politique régionale en matière de ressources humaines (formation des agents, communication interne à destination des agents régionaux, participation aux cantines, dépenses diverses liées aux ressources humaines).

Il est proposé l'affectation en investissement d'un montant de 500 000 euros en autorisations de programme prélevées sur le chapitre 900 et en fonctionnement, d'un montant total de 3 878 000 euros en autorisations d'engagement prélevées sur les chapitres 930 « Services généraux », 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage » et 944 « Frais de fonctionnement des groupes d'élus ».

Les autorisations d'engagement se composent d'un montant de 3 683 000 € au titre des affectations provisionnelles et 195 000 € correspondant au solde de la subvention annuelle accordée en faveur de l'ASCRIF.

1. Affectations provisionnelles et spécifiques en investissement et en fonctionnement

Les affectations provisionnelles et spécifiques permettront d'exécuter les dépenses de fonctionnement et d'investissement de la collectivité. La ventilation de ces affectations est proposée en annexe au présent rapport.

Afin de permettre ces affectations, des redéploiements de crédits pour un montant total de 653 200 € prélevés sur le chapitre 930 code fonctionnel 020 Administration générale de la collectivité programme HP020-004 « Frais de fonctionnement administratif et de l'entité » action 10200410 « Prestations exceptionnelles communes à l'ensemble de l'entité » sont nécessaires et sont répartis comme suit :

- 220 000 € pour abonder l'action 10200309 « Postes et affranchissements » du chapitre 930 code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité » programme HP020-003 « Dépenses associées au personnel » ;
- 21 200 € à imputer sur l'action 10200603 « Entretien des véhicules » du chapitre 930 code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité » programme HP020-006 « Véhicules » ;
- 180 000 € au bénéfice de l'action 10300301 « Réceptions et représentations » du chapitre 930 code fonctionnel 031 « Assemblée délibérante » programme HP031-003 « Fonctionnement général du CR » ;
- 14 000 € au bénéfice de l'action 10200305 « Autres dépenses de personnel » du chapitre 930 code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité » programme HP020-003 « Dépenses associées au personnel » ;
- 92 000 € au bénéfice de l'action 10200307 « Frais de mission du personnel » du chapitre 930 code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité » programme HP020-003 « Dépenses associées au personnel » ;
- 126 000 € au bénéfice de l'action 10300303 « Frais de mission » du chapitre 930 code fonctionnel 031 « Assemblée délibérante » programme HP031-003 « Fonctionnement général du CR ».

Il est également proposé d'affecter dans le présent rapport un montant de 100 000 € au titre du marché de formation n° 2100533 portant sur l'élaboration et l'animation de parcours de formation

durables dans le cadre du déploiement des produits biologiques, issus de circuits courts, dans les restaurants scolaires des lycées franciliens, dont le principe a été voté par délibération n° CP 2021-393 du 24 septembre 2021. Cette délibération prévoyait en effet la mise en place d'une action pour la réussite du projet de généralisation des produits biologiques et locaux dans les EPLE d'Île-de-France à travers le déploiement d'un parcours de formation « restauration durable » théorique et pratique dédié pour tous les agents de restauration.

Ces actions de formations sont destinées aux chefs de cuisine et cuisiniers afin de permettre la mise en œuvre de projet de restauration relatif au déploiement de produits bio, locaux, issus de circuits courts en lien avec la réglementation et la politique régionale pour les chefs de cuisines et cuisiniers.

Les crédits dédiés à ces formations étaient initialement imputés sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage » Code fonctionnel 281 « Hébergement et restauration scolaires » Programme HP 281-001 (128001) « Aides aux élèves » Action 12800105 « Aide à l'introduction de produits locaux et biologiques dans les lycées ».

Dans un souci de cohérence budgétaire, il est proposé que ce marché soit désormais imputé sur le chapitre 932 code fonctionnel 222 Lycées publics programme HP222-009 Dépenses associées aux agents des lycées action 12200901 Formation, ce qui nécessite un redéploiement de crédits de 100 000 € au sein du chapitre 932 du code fonctionnel 281 « Hébergement et restauration scolaires » Programme HP 281-001 (128001) « Aides aux élèves » Action 12800105 « Aide à l'introduction de produits locaux et biologiques dans les lycées » vers le code fonctionnel 222 Lycées publics programme HP222-009 Dépenses associées aux agents des lycées action 12200901 Formation.

2. Subvention en faveur de l'ASCRIF : affectation du solde

L'Association Sportive et Culturelle des Personnels de la Région Île-de-France (ASCRIF) a pour but de promouvoir la pratique d'activités culturelles, sportives et de loisirs.

Les activités dont l'ASCRIF assure la promotion sont ouvertes à l'ensemble des personnels de la région Île-de-France et de ses organismes associés.

Depuis sa création en 1982, la région Île-de-France a soutenu et accompagné le développement de l'ASCRIF.

Les relations entre la région Île-de-France et cette association sont définies dans une nouvelle convention d'une durée d'un an, votée par délibération n° CP 2023-006 du 25 janvier 2023 et modifiée par avenant n°1 approuvé par la délibération CP 2023-191 du 1er juin 2023.

Cette convention prévoit que la Région s'engage à soutenir financièrement les activités de l'ASCRIF, et notamment concernant la gestion de la salle multisports du siège régional de Saint-Ouen.

A ce titre, le conseil régional a inscrit au budget primitif 2023 une dotation de 390 000 €. Il est proposé une nouvelle affectation spécifique de 195 000 € correspondant au solde de la subvention annuelle.

3. Adhésion à l'association Fédération nationale de l'Autre Cercle

Il est proposé d'approuver l'adhésion de la Région à la Fédération nationale de L'Autre Cercle, association créée en 1997, qui accompagne les organisations publiques et privées dans le management de la diversité et de l'inclusion des personnes LGBT+ en milieu professionnel, notamment au travers de son offre de conseil et formation.

La Région versera au profit de la Fédération nationale de L'Autre Cercle une cotisation de 4 500 euros au titre de son adhésion pour l'année 2023/2024 afin que celle-ci accompagne la collectivité dans ses actions en faveur de la diversité dans le monde du travail, et soutenir les actions que mène cette association dans ce domaine.

Ces crédits seront imputés sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-003 « Dépenses associées au personnel », action 10200305 « Autres dépenses de personnel » du budget 2023.

4. Admissions en non-valeur des titres de recettes émis à l'encontre d'agents entre 2009 et 2020

Certaines modifications dans la carrière des agents peuvent entraîner des régularisations sur des traitements déjà versés, constituant ainsi des trop-perçus sur salaires ou sur cotisations qu'il convient de récupérer par l'émission d'un titre de recette à l'encontre de l'agent ou de l'organisme concerné.

Après avoir épuisé toutes les voies de recours mises à sa disposition pour obtenir le règlement de la dette de certains agents, la direction régionale des finances publiques (DRFiP) a constaté l'irrecouvrabilité des créances régionales et en a communiqué la liste à la Région. L'accord de la commission permanente est sollicité par le Directeur régional des finances publiques sur les admissions en non-valeur des titres de recettes émis à l'encontre d'agents de la Région Ile-de-France dont la liste figure en annexe 1 à la présente délibération.

Il est proposé d'émettre un avis favorable aux vingt-huit propositions qui découlent du constat du caractère irrécouvrable de la dette, compte tenu de l'ancienneté des demandes, du fait que les services régionaux ne disposent plus de coordonnées valides de ces agents, et de situations d'insolvabilité qui ne permettent pas d'obtenir un règlement de ces dettes vis-à-vis de la Région.

Le montant total des admissions en non-valeur s'élève à 32 950,48 euros.

5. Créances éteintes des titres de recettes émis à l'encontre d'agents entre 2011 et 2017

Deux créances éteintes représentant un montant total de 4 632,22 euros sont inscrites dans ce rapport. Elles résultent de la décision du tribunal d'instance de rendre exécutoire une recommandation de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire préconisée par les commissions de surendettement.

Il est proposé de valider ces deux créances éteintes figurant dans l'annexe 2 à la présente délibération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse', written in a cursive style.

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE AU RAPPORT

Détail des affectations par programmes et actions

Affectations à titre provisionnel et spécifiques

☐ CHAPITRE 930 « SERVICES GENERAUX »

- CODE 020 « ADMINISTRATION GENERALE DE LA COLLECTIVITE »

Programme HP 020-003 « Dépenses associées au personnel » : un montant de 2 200 500 euros est affecté à titre provisionnel. Cette affectation sera répartie entre les actions suivantes :

- **Action 10200301 « Formation »** : il est proposé d'affecter, à titre provisionnel, une dotation de 211 000 €. Cette dotation permet de financer les différents axes du plan de formation pour 2023 autour des grands axes liés au changement des modes de travail, au déploiement de nouveaux outils et au campus des cadres.
- **Action 10200302 « Autres œuvres sociales »** : il est proposé d'affecter, à titre provisionnel, une dotation de 2 000 €. Cette dotation permet notamment de financer les frais bancaires des prêts accordés aux agents.
- **Action 10200304 « Communication interne »** : il est proposé d'affecter, à titre provisionnel, un montant de 80 000 €. Ces crédits permettront d'honorer les engagements courants de l'activité de communication à l'attention des agents des services administratifs.
- **Action 10200305 « Autres dépenses de personnel »** : il est proposé d'affecter, à titre provisionnel, un montant de 369 500 €. Cette dotation permet notamment de financer les frais liés, au recrutement du personnel, aux tiers lieux des agents en télétravail, et aux solutions de dématérialisation.
- **Action 10200306 « Participation aux cantines »** : il est proposé d'affecter, à titre provisionnel, un montant de 857 200 € sur cette action relative à la restauration collective des agents de la Région.
- **Action 10200307 « Frais de mission du personnel »** : il est proposé d'affecter, à titre provisionnel, un montant de 92 000 € sur cette action destinée au remboursement des frais engagés par les agents lors de leurs déplacements et missions, et au règlement des titres de transport achetés et délivrés par le biais du marché régional afférent aux dépenses de transports des agents régionaux.
- **Action 10200308 « Fournitures et petits matériels »** : il est proposé d'affecter, à titre provisionnel, un montant de 368 800 € sur cette action destinés au règlement des dépenses se rapportant aux marchés de fournitures courantes et de services. Ces dépenses concernent : la location - maintenance de la presse numérique et du parc des copieurs, l'acquisition des fournitures générales de papier et d'articles de bureau, l'habillement.
- **Action 10200309 « Postes et affranchissements »** : il est proposé d'affecter, à titre provisionnel, un montant de 220 000 € sur cette action pour le règlement des dépenses d'affranchissement postal, de location des machines à affranchir dans le cadre du marché en cours et enfin celles adossées aux contrats de collecte et relevage du courrier conclus avec la Poste.

Programme HP020-006 « Véhicules » : il est proposé d'affecter de manière provisionnelle un montant de 196 000 euros afin de concourir aux dépenses liées à l'entretien, au règlement des taxes, au frais de carburant du parc automobile et à la location de véhicules de transport collectif et de taxis.

Ces crédits seront imputés sur l'action 10200603 « Entretien des véhicules ».

- **CODE 031 « ASSEMBLEE DELIBERANTE »**

Afin de conduire les actions liées aux dépenses de réceptions, de représentations, de déplacements, de missions et de documentation générale des élus et des groupes politiques du conseil régional il est proposé d'affecter à titre provisionnel un montant de 822 000 euros imputé sur le programme HP031-003 « Fonctionnement général du CR » :

■ **Action 10300301 « Réceptions et représentations »** : il est proposé d'affecter, à titre provisionnel, un montant de 696 000 € sur cette action pour couvrir les dépenses de réception et de représentation de l'Assemblée qui viennent s'imputer pour l'essentiel sur les marchés transversaux de traiteurs en cours pour la Région.

- **Action 10300303 « Frais de mission »** : il est proposé d'affecter, à titre provisionnel, un montant de 126 000 € sur cette action pour le remboursement des frais de missions engagés par les élus dans l'exercice de leur mandat et le règlement des titres de transport et de prestations hôtelières achetés par le biais du marché régional d'agent de voyage.

- **CODE 032 « CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL REGIONAL OU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT »**

Programme HP032-006 « Fonctionnement général du CESER » : il est proposé d'affecter de manière provisionnelle un montant de 122 000 euros afin de concourir aux dépenses de gestion courante, de réceptions de représentations, de déplacements et de missions des membres du CESER dans le cadre de l'exercice de leurs missions, également contractualisées dans le cadre du marché régional portant sur les déplacements des agents et des élus.

Ces crédits seront imputés sur l'action 10300604 « Fonctionnement du CESER ».

🚗 **CHAPITRE 932 « ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE »**

- **CODE 222 « LYCEES PUBLICS »**

Programme HP222-009 « Dépenses associées aux agents des lycées »

Afin de conduire des actions spécifiques en direction des agents des lycées, il est proposé à la commission permanente d'affecter à titre provisionnel les autorisations d'engagement inscrites au programme « Dépenses associées aux agents techniques des lycées » pour un montant total de 338 000 euros, réparti comme suit :

■ **Action 12200901 « Formation »** : il est proposé d'affecter, à titre provisionnel, un montant de 236 000 €. Cette dotation permet de financer les dépenses liées à la formation des agents techniques et des apprentis affectés dans les lycées.

■ **Action 12200902 « Communication interne »** : il est proposé d'affecter, à titre provisionnel, un montant de 102 000 €. Cette affectation provisionnelle permettra d'assurer la publication des supports de communication à l'attention des agents des lycées, et les actions de communication liées à la dotation de tablettes numériques à

l'ensemble des agents et au déploiement des applications.

CHAPITRE 930 « SERVICES GENERAUX »

- CODE 020 « ADMINISTRATION GENERALE DE LA COLLECTIVITE »

Programme HP 020-003 « Dépenses associées au personnel » :

- Action 10200303 « ASCRIF » : Il est proposé l'affectation d'une subvention d'un montant de 195 000 euros au titre du solde de la subvention annuelle accordée à l'ASCRIF. Ces crédits sont imputés sur l'action 10200303 ASCRIF.
- Action 10200305 « Autres dépenses de personnel » : il est proposé une affectation de 4 500 euros en vue de l'adhésion de notre collectivité à l'association Fédération nationale de l'Autre Cercle.

CHAPITRE 900 « SERVICES GENERAUX »

- CODE 020 « ADMINISTRATION GENERALE DE LA COLLECTIVITE »

Programme HP020-001 « Moyens des services (hors informatique) » : il est proposé d'affecter à titre spécifique une autorisation de programme 500 000 euros imputés sur l'action 10200102 « Mobilité » afin d'acquérir des véhicules pour le parc automobile régional ou des vélos électriques.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 5 JUILLET 2023

DIVERSES DISPOSITIONS RH - QUATRIÈME RAPPORT 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code général de la fonction publique, notamment ses articles L731-1 à L731-4 et L733-1 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-393 du 22 septembre 2021 relative aux aides régionales aux élèves pré et post bac. Ajustements des dotations 2021-2022 et 2020-2021. Aide de 100 € aux boursiers. Ajustements – Projet de généralisation des produits locaux et biologiques dans les restaurants scolaires des EPLE ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-006 du 25 janvier 2023 relative aux diverses dispositions en matière de ressources humaines, premier rapport 2023 ;

VU la délibération n° CR 2023-018 du 31 mai 2023 relative au budget supplémentaire 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-191 du 1^{er} juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de ressources humaines, deuxième rapport 2023 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-273 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Dépenses associées aux frais de personnel

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 2 200 500 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-003 « Dépenses associées au personnel » (102003) du budget 2023 pour les dépenses liées aux agents des services du siège.

Article 2 : Véhicules

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 196 000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-006 « Véhicules » (102006) action 10200603 « Entretien des véhicules » du budget 2023 pour les dépenses liées aux véhicules du parc automobile régional.

Article 3 : Fonctionnement général du Conseil Régional

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 822 000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 031 « Assemblée délibérante », programme HP031-003 « Fonctionnement général du CR » (103003) action 10300301 « Réceptions et représentations » du budget 2023 pour les dépenses liées au fonctionnement de l'Assemblée régionale.

Article 4 : Fonctionnement général du CESER

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 122 000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 032 « Conseil économique et social régional ou Conseil de développement », programme HP032-006 « Fonctionnement général du CESER » (103006) action 10300604 « Fonctionnement du CESER » du budget 2023 pour les dépenses liées au fonctionnement du CESER.

Article 5 : Dépenses associées aux agents des lycées

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 338 000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-009 « Dépenses associées aux agents des lycées » (122009) du budget 2023 pour les dépenses liées aux agents des lycées.

Article 6 : Dépenses associées aux frais de personnel

Affecte une autorisation d'engagement de 195 000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-003 « Dépenses associées au personnel » (102003), action 10200303 « ASCRIF » du budget 2023, correspondant au solde de la subvention annuelle.

Article 7 : Mobilité

Affecte à titre spécifique une autorisation de programme de 500 000 € disponible sur le chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-001 « Moyens des services (hors informatique) » action 10200102 « Mobilité » (102001) du budget 2023 pour les dépenses liées à l'acquisition de véhicules pour le parc automobile régional.

Article 8 : Admissions en non-valeur en faveur des agents de la Région pour des trop-perçus sur traitement

Approuve les admissions en non-valeur des titres de recettes émis à l'attention d'agents de la Région Île-de-France pour des trop-perçus sur traitement conformément à l'annexe 1 à la présente délibération.

Article 9 : Créances éteintes

Approuve les créances éteintes des titres de recettes émis à l'attention d'agents de la Région Île-de-France pour des trop-perçus sur traitement conformément à l'annexe 2 à la présente délibération.

Article 10 : Adhésion à la Fédération nationale de L'Autre Cercle

Décide d'adhérer à la Fédération nationale de L'Autre Cercle et de verser une cotisation de 4 500 euros au bénéfice de cette association au titre de l'année 2023/2024.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de 4 500 € au profit de L'Autre Cercle, disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-003 « Dépenses associées au personnel », action 10200305 « Autres dépenses de personnel » du budget 2023.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Admissions en non-valeur

ANNEXE 1 : Admissions en non-valeur (ANV)

N° de référence (courrier DRFIP)	Pôle	Titre de recette		Mandat d'ANV		
		Année	N°	Montant	Imputation	Objet
22 / 689	PRH	2018	1047	1,08 €	930 / 0201 / 6541	Créance minimale
22 / 689	PRH	2017	4357	13,18 €	930 / 0201 / 6541	Créance minimale
22 / 689	PRH	2018	1369	0,53 €	932 / 222 / 6541	Créance minimale
22 / 689	PRH	2018	3401	9,19 €	932 / 222 / 6541	Créance minimale
22 / 689	PRH	2017	2483	547,02 €	932 / 222 / 6541	Poursuites sans effet
22 / 689	PRH	2015	316	1 051,11 €	932 / 222 / 6541	Poursuites sans effet
22 / 689	PRH	2021	623	24,50 €	932 / 222 / 6541	Créance minimale
22 / 689	PRH	2010	1677	2 886,46 €	932 / 222 / 6541	Poursuites sans effet
22 / 689	PRH	2010	796	381,76 €	932 / 222 / 6541	Poursuites sans effet
22 / 689	PRH	2016	4787	3 389,21 €	932 / 222 / 6541	Poursuites sans effet
24/03/2023	PRH	2017	1029	946,19 €	930 / 0201 / 6541	Débiteur décédé
24/03/2023	PRH	2017	3203	1 081,51 €	930 / 0201 / 6541	Surendettement
24/03/2023	PRH	2017	3846	1 319,25 €	930 / 0201 / 6541	Poursuites sans effet
24/03/2023	PRH	2014	1501	862,80 €	932 / 222 / 6541	Poursuites sans effet
24/03/2023	PRH	2011	1353	3 176,02 €	932 / 222 / 6541	Surendettement
24/03/2023	PRH	2009	1184	214,36 €	932 / 222 / 6541	Poursuites sans effet
24/03/2023	PRH	2016	3320	80,66 €	932 / 222 / 6541	Créance irrécouvrable
24/03/2023	PRH	2016	1553	1 248,41 €	932 / 222 / 6541	Créance irrécouvrable
24/03/2023	PRH	2020	153	2 000,00 €	932 / 222 / 6541	Liquidation close
24/03/2023	PRH	2015	4202	0,18 €	932 / 222 / 6541	Créance minimale
24/03/2023	PRH	2019	7	4 165,13 €	932 / 222 / 6541	Surendettement
24/03/2023	PRH	2019	2401	541,29 €	932 / 222 / 6541	Surendettement
24/03/2023	PRH	2016	5943	819,67 €	932 / 222 / 6541	Surendettement
24/03/2023	PRH	2014	140	1 700,46 €	932 / 222 / 6541	Poursuites sans effet
24/03/2023	PRH	2018	1355	678,43 €	932 / 222 / 6541	Créance irrécouvrable
24/03/2023	PRH	2017	222	1 596,42 €	932 / 222 / 6541	Surendettement
24/03/2023	PRH	2018	5035	1 613,06 €	932 / 222 / 6541	Surendettement
24/03/2023	PRH	2016	5343	2 602,60 €	932 / 222 / 6541	Débiteur décédé
Total				32 950,48 €		

Annexe 2 - Créances éteintes

ANNEXE 2 Créances éteintes

N° courrier de référence (courrier DRFIP)	Pôle	Titre de recette d'origine				Mandat de créances éteintes	
		Année	N°	Section	Imputation	Montant	Objet
22/689	PRH	2011	1353	Fonctionnement	932/222/6419	3 176,02 €	Ordonnance d'homologation d'une procédure de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire
22/689	PRH	2017	222	Fonctionnement	932/222/6419	1 456,20 €	Le juge du Tribunal d'instance a conféré force exécutoire au rétablissement personnel sans liquidation judiciaire le 13/02/2018
					TOTAL	4 632,22 €	